



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale du Rhône  
63, avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/05/2022

### **Contexte et constats**

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

**Société G.E.P.E.I.F.**  
rue Descartes  
69190 SAINT-FONS

Références : UDR-CRT-22-097-AC

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement GEPEIF implanté à Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société G.E.P.E.I.F.  
rue Descartes  
69190 SAINT-FONS
- Code AIOT dans GUN : 0006103723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduaires provenant des usines SOLVAY Saint-Fons Spécialités et SOLVAY Belle-Etoile. Le GEPEIF traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de l'usine BAXTER (ex Gambro) de Meyzieu.

Le site est réglementé par arrêté préfectoral du 24 juin 2009 modifié et l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017 autorise la société GEPEIF à traiter des effluents provenant d'autres industriels et arrivant par citerne sur le site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets dans l'eau

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Rejets	art. 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 art. 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019	Sanctions administratives : astreinte journalière de 500€

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Effluents entrants	art. 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017	Réponse attendu sous 3 mois
Conventions de raccordement	Art. 4.3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017	Réponse attendu sous 3 mois

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis d'établir plusieurs constats nécessitant une action de la part de l'exploitant :



### Constat n°1 : Qualité des effluents entrants :

L'exploitant devra présenter, sous 3 mois, un tableau de suivi des paramètres d'acceptabilité comparant les paramètres quotidiens aux limites d'acceptabilité des effluents tel que prévu dans les conventions de raccordement liant l'exploitant à DOMO/Belle Etoile et Rhodia Opérations (voir constat n°2). Il précisera les dispositions prises en cas de réception d'un effluent non conforme, ainsi que les mesures de traitement ultérieur de ces effluents.

### Constat n°2 : Conventions de raccordement et capacité à traiter les entrants conventionnés

Dans un délais de 3 mois, l'exploitant transmettra les conventions signées entre le GEPEIF et ses partenaires qui devront fixer des valeurs minimales et/ou maximales sur l'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 fixant les seuils d'acceptabilité des effluents rejetés vers le GEPEIF par ses partenaires. Ces valeurs seront à utiliser dans l'analyse comparative des échantillons prévus au 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, tel que précisé au constat n°1.

### Constat n°3 : Rejets dans l'eau – autosurveillance de mars à mai 2022

L'exploitant avait été sanctionné pour le non respect des VLE sur l'aluminium et le non respect de la mise en demeure du 13 février 2019 par une astreinte administrative entre le 10 janvier et le 16 mars 2022. L'inspection du 16 mars 2022 avait constaté le retour à la conformité des rejets sur l'aluminium après une période de 30 jours sans dépassement. Les constats de l'inspection du 25 mai 2022 prouvent que les actions mises en place par l'exploitant sont insuffisantes pour permettre, à ce jour, un retour durable à la conformité.

Ainsi, et dans l'attente d'un retour durable à la conformité, il est proposé à M. le Préfet de prendre une nouvelle sanction administrative, sous la forme d'une astreinte journalière d'un montant de 500€. Cette astreinte sera maintenue jusqu'au constat par l'inspection des installations classées d'un retour à la conformité sur les paramètres aluminium, DCO et MEST pour une durée de 60 jours continus et de la transmission par l'exploitant de justifications sur les actions mises en oeuvre permettant un retour durable à la conformité.

Ce nouveau manquement à la mise en demeure du 23 février 2019 constitue un délit. L'article L. 173-1 du Code de l'environnement établi que les faits constatés sont passibles de 2 ans d'emprisonnement et de 100.000€ d'amende.

L'exploitant indiquera sous 3 mois les dispositions prises en cas de réception d'un effluent non conforme, ainsi que les mesures de traitement ultérieur de ces effluents (voir constat n°1).



## 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Qualité des effluents entrants

<b>Référence réglementaire :</b> art. 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017
<b>Thème(s) :</b> Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Un échantillon 24 heures proportionnel au débit de chaque type d'effluent à traiter sera réalisé quotidiennement et les paramètres suivants seront mesurés :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH</li><li>- MES</li><li>- DCO</li><li>- indice phénols sur l'effluent de Rhodia Opérations Saint-Fons</li></ul>
<i>Les prises d'échantillons pourront s'effectuer pour les effluents de chaque usine, soit au départ de l'usine, soit à l'arrivée dans la station d'épuration dans la mesure où les divers effluents peuvent y être identifiés.</i>
<i>Le processus d'acceptation des effluents devra être fiable et indiquer, pour chaque polluant, des seuils d'acceptation. Ces seuils seront de la responsabilité de l'exploitant. En cas de dépassement d'un seuil, des dispositions devront être prises immédiatement pour assurer le stockage ou la rétention des effluents. Les moyens mis en œuvre devront permettre un traitement ultérieur des effluents dans de bonnes conditions, éventuellement par un organisme spécialisé. En aucun cas, l'effluent ne sera rejeté directement à l'égout.</i>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant déclare ne pas disposer de synthèse quotidienne d'analyse des paramètres cités dans la prescription. Il établit un tableau d'exploitation mensuel en se basant sur les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le Ph est mesuré sur chaque flux entrant à l'aide d'une sonde. L'information est transmise en continu à la centrale de conduite du GEPEIF.</li><li>- Les matières en suspension totales (MEST) sont mesurées sur le bac d'homogénéisation, après regroupement des flux venant de DOMO/Belle Etoile et de Rhodia Opérations.</li><li>- la DCO est mesurée par DOMO/Belle Etoile avant entrée des flux au GEPEIF, et transmise chaque jour par mail automatique avec la concentration et le flux en aluminium. La DCO est déduite d'une mesure de COT faite par Rhodia Opérations en interne, vérifiée par le responsable du GEPEIF lors de ses accès au réseau de Rhodia Opérations.</li><li>- DOMO transmet au GEPEIF un mail hebdomadaire regroupant les mesures quotidiennes des paramètres suivants : MEST, DCO (kg/j et mg/l) et débit des effluents. L'exploitant a présenté le mail de la semaine 18 à titre d'exemple.</li><li>- Les MEST ne sont vérifiées que trimestriellement sur les effluents issus de Rhodia Opérations.</li><li>- L'indice phénols est vérifié quotidiennement par le responsable du GEPEIF lors de ses accès au réseau de Rhodia Opérations.</li></ul> <p>L'exploitant indique adapter le fonctionnement des installations au traitement des effluents entrants en fonction des charges en polluants. Si un effluent entrant est trop chargé pour être immédiatement traité dans le cycle de fonctionnement, il est retenu dans le bac tampon de 4500m<sup>3</sup>, dont l'écoulement peut être modifié pour lisser la charge de polluant dans les bacs de traitement. Il n'est pas possible d'isoler un effluent entrant seul avant son homogénéisation avec les autres effluents.</p> <p>Dans le flux de traitement normal, le bac tampon se situe entre le bac d'homogénéisation et les bacs de traitement. Si le bac tampon devait être isolé pour permettre le traitement ultérieur ou hors site d'un effluent, il est possible de maintenir le fonctionnement de l'installation en procédant à un by-pass du bac tampon et en redirigeant le flux courant vers un décanteur de 400m<sup>3</sup>, alimenté après l'homogénéisation et se déversant dans les bacs de traitement. Aucun flux n'est rejeté en l'état à l'égout.</p>
<b>Type de suites proposées :</b>
<b>Susceptible de suites</b>
<b>Proposition de suites :</b> <p>L'exploitant devra présenter, sous 3 mois, un tableau de suivi des paramètres d'acceptabilité des flux entrants comparant les paramètres quotidiens aux limites d'acceptabilité des effluents tel que prévu dans les conventions de raccordement liant l'exploitant à DOMO/Belle Etoile et Rhodia Opérations (voir constat n°2). Il précisera les dispositions prises en cas de réception d'un effluent non conforme, ainsi que les mesures de traitement ultérieur de ces effluents.</p>



**Nom du point de contrôle :** conventions de raccordement et capacité à traiter les entrants conventionnés

**Référence réglementaire :** art. 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017

**Thème(s) :** Eau

**Prescription contrôlée :**

*Une convention spécifique dite « convention de raccordement » est définie entre le GEPEIF et les établissements dont il traite les effluents. Elle doit permettre au GEPEIF de respecter les valeurs limites de rejet au milieu naturel fixées dans son arrêté préfectoral et rappelées au point 4.7.5 du présent arrêté. Elle précise notamment : - les informations périodiques et au minimum semestrielles que le GEPEIF fournit à chaque exploitant du site sur le rejet final et les conditions de traitement (rendement sur les principaux paramètres - résultats d'autosurveillance - dysfonctionnements constatés - etc...), - la nécessité d'informer tout exploitant en cas de dysfonctionnement de l'unité de traitement du GEPEIF dû, à priori, à des rejets non conformes dudit exploitant, - les caractéristiques et les conditions d'acceptation des effluents à traiter ainsi que la responsabilité des exploitants des établissements amont d'avertir l'exploitant de la station en cas de variation de l'effluent susceptible d'avoir un impact sur son fonctionnement.*

**Constats :**

L'exploitant a présenté les conventions de raccordement liant le GEPEIF à DOMO/Belle Etoile et Rhodia Opérations.

La convention avec DOMO fait état de limites sur les concentrations et flux des flux moyens nominaux journaliers, sur des moyennes sur 7 jours.

La convention avec Rhodia Opérations ne prends pas en compte l'ensemble des paramètres surveillés au titre de l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.

L'exploitant a présenté les communications mensuelles faites aux partenaires reprenant les rendements et les résultats d'autosurveillances. Ces communications sont bien prévues dans les conventions de raccordement à l'article 4.2

Les conventions prévoient les moyens et actions possibles en cas de dysfonctionnement constaté.

**Type de suites proposées :**

**Susceptible de suites**

**Proposition de suites :**

**Dans un délais de 3 mois, l'exploitant transmettra les conventions signées entre le GEPEIF et ses partenaires qui devront fixer des valeurs minimales et/ou maximales sur l'ensemble des paramètres prévus à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 fixant les seuils d'acceptabilité des effluents rejetés vers le GEPEIF par ses partenaires. Ces valeurs seront à utiliser dans l'analyse des échantillons prévus au 4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, tel que précisé au constat n°1.**



**Nom du point de contrôle :** rejets dans l'eau – autosurveillance de mars à mai 2022

**Référence réglementaire :** art. 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017  
art. 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019

**Thème(s) :** eau

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration flux et rendement (lorsque celui-ci est précisé) ci-dessous définies. [voir tableau]*

*La société GEPEIF, station de traitement des eaux industrielles, située rue Descartes à SAINT-FONS, est mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration prescrites à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017, au plus tard avant le 31 décembre 2019*

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats d'autosurveillance prévus au 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017 pour la période du 1er mars au 5 mai 2022. Plusieurs non conformités ont été relevées pour les paramètres suivants :

**Aluminium :** les rejets sont non-conformes tant en concentration (35/56 jours) qu'en flux (17/56 jours). L'exploitant n'est pas parvenu à expliquer ces dépassements, arguant de la similarité des entrants en aluminium entre la période considérée (mars-mai 2022) et une période de conformité (juin-juillet 2021). L'exploitant a indiqué mettre en place une boucle de régulation d'acide phosphorique afin de faire précipiter l'aluminium en excès, sans donner de précision sur la date de sa mise en service.

**NTK :** les rejets ont été non conformes sur ce paramètre tant en concentration qu'en flux pendant 11 jours entre le 1er mars et le 5 mai 2022. Cependant, aucune non conformité n'a été relevée au cours des mois d'avril et de mai.

L'exploitant justifie ces non conformités par des flux entrants trop chargés en NTK. Il indique cependant n'avoir mené aucune action visant à isoler ou refuser ces effluents entrants non conformes.

**DCO :** les rejets ont été non conformes sur ce paramètre en flux pendant 32 jours entre le 1er mars et le 5 mai 2022. L'exploitant justifie ces non conformités par des flux entrants trop chargés en DCO, au-delà des seuils fixés par les conventions de raccordement (13t moy. en mars pour 12t max par jour pour DOMO/Belle Etoile et 3,7t moy. sur mars avec limite à 3t max pour Rhodia Opérations). Il indique cependant n'avoir mené aucune action visant à isoler ou refuser ces effluents entrants non conformes.

**MEST :** les rejets ont été non conformes sur ce paramètre en flux pendant 17 jours entre le 1er mars et le 5 mai 2022. L'exploitant justifie ces non conformités comme une conséquence des flux entrants trop chargés en DCO et l'incapacité de l'installation à traiter ces flux. Il indique cependant n'avoir mené aucune action visant à isoler ou refuser ces effluents entrants non conformes.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les analyses mensuelles des rejets sur le paramètre nickel pour les mois de janvier à avril. Aucune non conformité n'a été relevée. L'exploitant explique que le nickel, plus lourd que l'aluminium, est capté dans les boues suite à floculation, et avant rejet au milieu naturel.

**Type de suites proposées :** suites administratives

**Proposition de suites :**

L'exploitant avait été sanctionné pour le non respect des VLE sur l'aluminium et le non respect de la mise en demeure du 13 février 2019 par une astreinte administrative entre le 10 janvier et le 16 mars 2022.

L'inspection du 16 mars 2022 avait constaté le retour à la conformité des rejets sur l'aluminium après une période de 30 jours sans dépassement. Les constats de l'inspection du 25 mai 2022

**prouvent que les actions mises en place par l'exploitant sont insuffisantes pour permettre, à ce jour, un retour durable à la conformité.**

**Ainsi, et dans l'attente d'un retour durable à la conformité, il est proposé à M. le Préfet de prendre une nouvelle sanction administrative, sous la forme d'une astreinte journalière d'un montant de 500€. Cette astreinte sera maintenue jusqu'au constat par l'inspection des installations classées d'un retour à la conformité sur les paramètres aluminium, DCO et MEST pour une durée de 60 jours continus et de la transmission par l'exploitant de justifications sur les actions mises en oeuvre permettant un retour durable à la conformité.**

**Ce nouveau manquement à la mise en demeure du 23 février 2019 constitue un délit, L'article L. 173-1 du Code de l'environnement établi que les faits constatés sont passibles de 2 ans d'emprisonnement et de 100.000€ d'amende.**

**L'exploitant indiquera sous 3 mois les dispositions prises en cas de réception d'un effluent non conforme, ainsi que les mesures de traitement ultérieur de ces effluents (voir constat n°1).**



### ARRÊTÉ D'ASTREINTE

**Vu** le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019 imposant le respect d'une disposition de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, avant le 31 décembre 2019 ;

**Vu** le courrier en date du XX/06/2022 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de l'amende susceptible de lui être infligée et du délai dont il dispose pour formuler ses observations.

[**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du *[précisez la date]*] ou

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du *[précisez la date]* susvisé

**Considérant** que l'exploitant ne respectait toujours pas à la date du 25 mai 2022, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2019 relatives au respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, en particulier les valeurs en concentration et en flux des rejets d'aluminium, MEST et DCO ;

**Considérant** qu'un délai supplémentaire lui avait déjà été accordé sur la base de son planning prévisionnel de mise en conformité suite à l'inspection du 9 novembre 2020 ;

**Considérant** qu'aucune nouvelle date prévisionnelle de mise en conformité n'est prévue par l'exploitant ;

**Considérant** que l'exploitant a déjà été sanctionné pour les mêmes faits entre janvier et mars 2022;

**Considérant** que des rejets non conformes ont eu lieu deux jours après la période de 30 jours de conformité ayant permis la liquidation de la précédente sanction ;

**Considérant** que ces rejets non conformes sont nombreux et persistants ;

**Considérant** que ces rejets non conformes récurrents concernent l'aluminium, la DCO et les MEST ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas informé l'inspection de ce nouveau non-respect en proposant des mesures correctives adaptées ;

**Considérant** que ce non-respect constitue un manquement caractérisé de la mise en demeure issue de l'arrêté susvisé et qu'il convient de prendre une mesure destinée à assurer le respect pérenne de la mesure de police que constitue la mise en demeure ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Rhône,

### ARRETE

Article 1 – Le paiement d'une astreinte journalière est ordonnée à la société GEPEIF, exploitant de l'installation sise chemin Fauré, à Saint Fons (69190) :

– d'un montant de 500 euros, pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral en date du 13 février 2019, sur le respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 4.7.5, en particulier les valeurs en concentration et en flux des rejets d'aluminium, MEST et DCO.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral dès justification par l'exploitant du respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux des rejets



d'aluminium, MEST et DCO prévues à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017, pour une durée d'au moins 60 jours consécutifs et de la transmission par l'exploitant de justifications sur les actions mises en oeuvre permettant un retour durable à la conformité.

